



## *Budget 2012 à la SNCF*

# ***L'INTERVENTION DES CHEMINOTS EST INDISPENSABLE !***

***Le budget 2012 de la SNCF a  
été présenté dans un contexte  
marqué par les plans de  
rigueur successifs du  
gouvernement et la tenue des  
assises du ferroviaire,  
arrangées en trois mois, dans  
le but de valider la poursuite  
de l'ouverture à la  
concurrence dans le transport  
de voyageurs et l'attaque  
contre le statut des cheminots.***

La construction du budget basée sur une croissance de 1,75% du PIB semble ignorer le contexte économique qui a contraint le gouvernement à ramener sa prévision à 1% pour 2012.

Ainsi présenté par la Direction de la SNCF, le budget comporte de grosses incertitudes qui pourraient se traduire rapidement par un tassement des activités voyageurs lors d'un budget révisé avec des mesures d'austérité contre le service public et les cheminots.

Ce budget 2012 de la SNCF repose sur une progression des activités conventionnées (TER – Transilien – TET – INFRA) et la croissance des filiales routières de GEODIS. Cette politique budgétaire 2012 abandonne encore un peu plus l'activité Fret SNCF.

Pour autant, la progression du chiffre d'affaire des activités conventionnées ne va pas se traduire par une augmentation du service public pour les usagers mais par une contribution financière plus importante des autorités organisatrices alors même que certaines conventions ne sont pas encore signées.

Dans ce contexte, il convient de noter que ce sont ces activités conventionnées que le Gouvernement veut ouvrir à la concurrence et on peut mesurer dès lors les conséquences qui en résulteraient.

En France, depuis le début de la crise économique et financière, tous les commentateurs sont obligés de reconnaître que ce sont les services publics à la française qui ont servi d'amortisseurs à la crise sur le terrain économique et social. Eu égard au rôle que joue le mode ferroviaire dans la société, toutes les activités (Fret et Voyageurs) de la SNCF relèvent du service public.

D'autre part, le budget 2012 confirme une nouvelle hausse des péages de 6% et une envolée de la facture énergétique due à la libéralisation de l'électricité.

Depuis 2002 et la succession de plans de casse, impulsés par le gouvernement et la Direction SNCF, le volume transporté par Fret-SNCF est passé de 55 milliards de tonnes kilomètre (GTK) à une prévision en 2012 de 21 GTK. Dans ce budget 2012 le Fret-SNCF paie encore un lourd tribut avec une baisse du chiffre d'affaire de 41 millions d'euros et une coupe sombre dans les effectifs de 1 480. Gouvernement et direction de la SNCF, par leur stratégie, mettent l'activité de Fret-SNCF en danger et la CGT condamne fermement ces orientations qui nous amènent tout droit dans le mur.

Sur l'emploi, en 2011 les mobilisations à l'initiative de la CGT ont permis d'infléchir considérablement le volet emploi du budget par le gain de 1 062 emplois supplémentaires par rapport aux objectifs de la Direction de la SNCF. Rappelons que la Direction envisageait 1870 suppressions d'emplois.

Au vu des résultats de 2011, obtenus par la suppression de 808 emplois et une perte du pouvoir d'achat, l'Etat taxe la SNCF à hauteur de 230 millions d'euros. Ainsi, depuis 2007, la SNCF aura versé plus de 600 millions d'euros à l'Etat. La CGT dénonce cette ponction dont les sommes auraient dû servir à améliorer la qualité de service qui se détériore, à développer le service public et à répondre aux revendications en matière de conditions de vie et de travail des cheminots.

Dans ce registre, au moment où le gouvernement prélève 230 M€, ses représentants demandent à la SNCF de réduire la dette de 9,4 MM€ à 9,2 MM€. Cette économie est à mettre en parallèle avec les 300 millions d'euros de frais financiers générés par la dette. Pour la CGT, l'Etat doit désendetter le système ferroviaire.

Pour 2012, la Direction prévoit 4500 à 5000 embauches, mais vu le nombre de départs, cela se traduirait par 1 500 suppressions d'emplois de cheminots qui se décomposent ainsi : - 198 Infra EQ ; - 243 SNCF Voy ; -1 480 Fret ; - 162 Matériel - 43 Traction ; + 85 DCF ; + 20 Proximité ; + 41 Gares et Connexion ; + 480 Fonctions transverses. A noter que l'évolution positive de l'emploi dans les fonctions transverses relève pour une partie importante des cheminots privés d'emploi versés dans les EME et EDC. C'est inadmissible !

La Fédération CGT des cheminots juge inacceptable ces nouvelles annonces sur l'emploi au regard des résultats financiers de la SNCF et des besoins de service public. Ces suppressions sont à combattre car elles entraîneraient une nouvelle détérioration du service rendu aux usagers et des conditions de travail des cheminots.

**Face à ce budget, la Fédération CGT appelle les cheminots à la construction d'une action nationale unitaire de haut niveau dès le début de l'année 2012.**

*Montreuil, le 22 décembre 2011*